



C. ARTICLES DE CONVENTION

C1. REPRÉSENTANT MINISTÉRIEL

Représentant Ministériel

Titre du poste

Nom de la division

Nom de la direction générale

130, chemin Colonade

Ottawa, ON K1A 0K9

Téléphone : N° de téléphone

Télécopieur : N° de télécopieur

Courriel : Adresse électronique

ÉBAUCHE

Contrat de services détaillé

Entre

Sa Majesté la Reine du chef du Canada

(ci-après appelée « Canada ») représentée par le ministre de la Santé (ci-après appelé le « ministre »), agissant par l'entremise de l'Agence de la santé publique du Canada (désignée dans les présentes comme « le ministre »).

et

(INSÉRER L'APPELLATION LÉGALE DE L'ENTREPRENEUR)
(INSÉRER L'ADRESSE DE L'ENTREPRENEUR)
(INSÉRER LE CODE DU FOURNISSEUR)
(ci-après appelé « l'entrepreneur »)

pour

l'exécution des travaux décrits dans l'appendice A – Énoncé des travaux

C2. TITRE		
C3. SÉCURITÉ Le soumissionnaire et son personnel devant avoir accès à des renseignements délicats, à des biens ou à un lieu de travail à accès réglementé doivent détenir, pendant l'exécution du contrat proposé, une au niveau de fiabilité, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada ou de la Division des services de sécurité intégrés de l'ASPC.		
C4. PÉRIODE VISÉE PAR LE CONTRAT Début : _____ Fin : _____		
C5. NO DU CONTRAT	C6. CODE FINANCIER	C7. Référence GBM 01-16
C8. DOSSIER CONTRACTUEL 1. Les présents articles de convention (Section C) 2. Conditions supplémentaires (Section I) 3. Conditions générales (Section II) 4. Modalités de paiement (Section III) 5. Propriété intellectuelle (Section IV) 6. Énoncé des travaux (Appendice A) En cas de divergence, d'incohérence ou d'ambiguïté dans la formulation de ces documents, le premier document de la liste l'emportera.		
C9. PRIX DU CONTRAT Assujéti aux conditions de paiement (Section III), aux autres modalités du présent contrat et en considération de l'exécution des travaux, le Canada payera à l'entrepreneur un montant global n'excédant pas 0.00 \$ tout inclus, comme détaillé à la section I.		
C10. FACTURES Une (1) copie de chaque facture doit être transmise au représentant ministériel tous les mois, et présenter les éléments suivants : a. les titre, numéro et code financier du contrat; b. la date; c. une description des travaux effectués; d. les feuilles de temps (si le paiement est effectué selon un taux horaire ou un tarif journalier); e. une preuve du coût réel (éléments de frais remboursables); f. le montant des paiements progressifs exigés; g. le montant des taxes (y compris la TPS ou la TVH); h. un avis relatif au caractère suffisant de la somme du contrat : <ul style="list-style-type: none">• lorsqu'elle sera engagée à 75 %;• quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat;• si l'entrepreneur considère que ladite somme est insuffisante pour la réalisation des travaux.		
C11. LOIS APPLICABLES Le contrat doit être régi et interprété conformément aux lois en vigueur dans la province de l'Ontario, Canada.		
C12. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle en vertu de la Section IV.		
C13. SIGNATURES Le présent contrat a été signé au nom des parties par leurs représentants dûment autorisés. REPRÉSENTANT AUTORISÉ DE L'ENTREPRENEUR _____ Signature _____ Date _____ _____ Nom et titre en caractères d'imprimerie REPRÉSENTANT AUTORISÉ DU MINISTRE _____ Signature _____ Date _____ ASPC pouvoir de signature		Sceau de l'organisme

SECTION I – CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES

SC1 MODALITÉS DE PAIEMENT

Catégorie	Tarif journalier
	0.00
	0.00
	0.00
	0.00
	0.00

Éléments de frais remboursables	Budget
Dépenses diverses <i>remboursées en fonction du coût réel</i>	Jusqu'à 0.00 Incluant la TPS ou la TVH
Déplacements et de subsistance <i>remboursés en fonction de l'article MP4</i>	Jusqu'à 0.00 Incluant la TPS ou la TVH

Tous les montants sont en dollars canadiens et n'incluent pas la TPS ou la TVH, à moins d'un avis contraire.

SC2 VENTILATION DES COUTS

SC2.1 Services professionnels

Pour les services professionnels de _____ (*inscrire le nom et titre de la ressource*), un taux quotidien ferme tout compris de \$0.00 pour un nombre maximal de \$0.00 jours-personnes, le montant total estimatif ne devant pas excéder la somme de \$0.00.

(*S'il y a plus d'une personne qui participe, utilisez la présente clause pour chaque personne en indiquant le nom de chaque personne.*)

SC2.2 Services de traduction (*optionnel*)

Un prix unitaire fixe de \$0.00 le mot, pour un nombre total estimatif de (0) mots, soit un coût total estimatif n'excédant pas \$0.00.

SC2.3 Estimation de la TPS ou de la TVH \$0.00

SC2.4 Frais de déplacement et de subsistance (*optionnel*)

Les frais de déplacement et de subsistance (TPS/TVH comprise) ne doivent pas excéder la somme de \$0.00.

Sous réserve de l'autorisation préalable du représentant ministériel, les frais de déplacement et de subsistance engagés dans le cadre de l'exécution de travaux seront remboursés, sans indemnité pour frais généraux ou gains, dans les limites permises par la Directive sur les voyages en vigueur du Conseil du Trésor. (Voir section III, clause TP4.)

SC2.5 Frais divers ou imprévus (*optionnel*)

Sous réserve de l'autorisation préalable du représentant ministériel, les frais divers ou imprévus engagés dans le cadre de l'exécution des travaux seront remboursés au prix coûtant, sans provision pour les frais généraux ou les profits.

Choisir l'une ou l'autre des clauses selon les cas :

- les frais divers estimatifs (TPS/TVH comprise) ne doivent pas excéder la somme de \$0.00
(À utiliser lorsque l'entrepreneur fournit une estimation de ces dépenses)

OU

- une indemnité provisoire de \$0.00
(Cette option est utilisée lorsque le Ministère prévoit un montant pour couvrir de telles dépenses. Par exemple, le Ministère peut avoir besoin de retenir les services d'un spécialiste ou d'un expert en particulier dont le taux quotidien doit être négocié lorsque le besoin se manifeste, ou encore, le Ministère peut ne pas vouloir donner une estimation du temps ou du nombre de jours qui seront nécessaires.)

SECTION II – CONDITIONS GÉNÉRALES

CG1. Définitions

- 1.1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent contrat.
- 1.1.1. « Ministre » : comprend une personne agissant pour le ministre ou ses successeurs, ou à titre de ministre si le poste est sans titulaire, et toute personne désignée pour les représenter aux fins du présent contrat, ainsi que leurs fondés de pouvoir.
- 1.1.2. « Représentant ministériel » : s'entend du fonctionnaire ou de l'employé du Canada qui est désigné dans l'accord ainsi que de toute personne que celui-ci autorise à exécuter les fonctions que lui confère le contrat.
- 1.1.3. « Travaux » : à moins de stipulation contraire du contrat, comprend tout ce que l'entrepreneur doit faire, fournir ou livrer pour s'acquitter des obligations que lui impose le contrat.

CG2. Date d'achèvement des travaux et description des travaux

- 2.1. L'entrepreneur devra, entre la date du début et la date d'achèvement inscrites à l'article C4 – Période visée par le contrat des articles de convention, exécuter et terminer avec soin, compétence, diligence et efficacité les travaux décrits dans l'Énoncé des travaux (Appendice A).

CG3. Successeurs et ayants droit

- 3.1. Le contrat profite aux parties de même qu'à leurs héritiers légaux, exécuteurs, administrateurs, successeurs et ayants droit, qui sont tous liés par ses dispositions.

CG4. Sécurité

- 4.1. Les sous-traitants doivent détenir une attestation de vérification de sécurité de niveau équivalent à celui requis pour l'entrepreneur.
- 4.2. Les contrats et les contrats de sous-traitance avec des tiers contenant des exigences de sécurité ne peuvent être attribués sans permission écrite préalable.

CG5. Cession

- 5.1. L'entrepreneur ne peut céder le présent contrat, en totalité ou en partie, sans le consentement écrit préalable du ministre, et toute cession effectuée sans ce consentement est nulle et sans effet.
- 5.2. La cession d'une partie ou de la totalité du contrat ne libère pas l'entrepreneur des obligations qui lui incombent; elle n'en impose aucune non plus au Canada ni au ministre.

CG6. Rigueur des délais

- 6.1. Les délais sont de rigueur.
- 6.2. Tout retard dans l'exécution des obligations de l'entrepreneur en vertu du présent contrat qui est attribuable à un événement indépendant de sa volonté et que celui-ci ne pourrait éviter sans engager des frais déraisonnables, en recourant, par exemple, à des plans de redressement pouvant faire appel à d'autres sources ou à d'autres moyens, constitue un retard justifiable. Au rang des événements visés figurent notamment les faits suivants : force majeure, fait du Canada, fait des administrations locales ou provinciales, incendies, inondations, épidémies, quarantaines, grèves ou agitations ouvrières, embargos et phénomènes météorologiques exceptionnellement violents.
- 6.3. L'entrepreneur informe sans délai le ministre de la survenance d'un événement entraînant un retard justifiable au moyen d'un avis qui précise la cause et les circonstances et indique la partie des travaux qui est touchée. À la demande du représentant ministériel, l'entrepreneur fournit, sous une forme jugée acceptable par le ministre, une description des plans de redressement, y compris les sources de remplacement ou les autres moyens, auxquels il entend recourir pour rattraper le

retard en question et empêcher qu'il ne s'en produise d'autres. Sur réception de l'approbation écrite du ministre, l'entrepreneur met ses plans de redressement à exécution et prend tous les moyens raisonnables pour rattraper le temps perdu par suite du retard excusable.

- 6.4. À défaut pour lui de satisfaire aux exigences du paragraphe CG6.3, l'entrepreneur ne peut invoquer un retard qui, autrement, aurait été réputé justifiable.
- 6.5. Indépendamment du fait que l'entrepreneur ait ou non satisfait aux exigences du paragraphe CG6.3, le Canada peut se prévaloir de tout droit de mettre fin aux travaux que lui confère la clause CG9.0.

CG7. Indemnisation

- 7.1. L'entrepreneur exonère et indemnise le Canada, le ministre et leurs employés, agents et mandataires contre tous dommages, réclamations, pertes, coûts, dépenses, actions et autres poursuites, faits, soutenus, présentés, intentés ou susceptibles de l'être, pouvant de quelque façon être imputables ou attribuables à une blessure ou au décès d'une personne ou à des dommages matériels découlant de tout acte, de toute omission ou de tout retard, intentionnel ou négligent, de l'entrepreneur, de ses employés, de ses agents ou de ses mandataires ou de ses sous-traitants dans la réalisation des travaux ou par suite de l'exécution des travaux.
- 7.2. L'entrepreneur indemnise le Canada, le ministre et leurs employés, agents et mandataires contre tous les coûts, frais et dépenses, quels qu'ils soient, que le Canada doit supporter ou engager dans toute réclamation, action, poursuite et procédure intentée relativement à l'utilisation d'une invention revendiquée dans un brevet ou à la contrefaçon, réelle ou alléguée, d'un brevet, d'un dessin industriel enregistré, d'un droit d'auteur ou de tout autre droit de propriété intellectuelle résultant de l'exécution des obligations de l'entrepreneur en application du contrat, et à l'utilisation ou à l'aliénation par le Canada de tout produit fourni en vertu du contrat.
- 7.3. L'obligation de l'entrepreneur d'indemniser ou de rembourser le Canada en vertu du présent contrat n'empêche pas celle-ci d'exercer ses autres droits prévus par la loi.
- 7.4. L'entrepreneur reconnaît que le Canada n'est pas responsable des blessures ou des dommages (y compris le décès) subies par l'entrepreneur ou par tout dirigeant, mandataire ou employé de l'entrepreneur, ni des pertes ou dommages touchant des biens de l'entrepreneur, de ses dirigeants, agents ou mandataires et découlant de quelque façon que ce soit de l'exécution des travaux, à moins que les blessures, pertes ou dommages soient causés par la négligence d'un employé, agent ou mandataire du Canada dans l'exercice des fonctions de son poste, et il s'engage à l'en exonérer et à l'en indemniser.

CG8. Avis

- 8.1. Tout avis, demande, directive ou autre indication qui doit être donné à l'autre partie en vertu du contrat doit être transmis par écrit et prend effet au moment où il est livré en personne ou expédié au destinataire par courrier recommandé, télégramme, télex ou télécopieur, à l'adresse mentionnée dans le contrat; il est réputé avoir été reçu, s'il est expédié par courrier recommandé, au moment où le destinataire en accuse réception, s'il est envoyé par télégramme, au moment où il est livré par le messenger, et s'il est communiqué par télex, par télécopieur ou par courrier, au moment de sa transmission. Les parties peuvent effectuer un changement d'adresse en en donnant avis selon les dispositions susmentionnées.

CG9. Arrêt ou suspension des travaux au gré du ministre

- 9.1. Le ministre peut, par avis écrit donné à l'entrepreneur, arrêter ou suspendre l'exécution de la totalité ou de toute partie des travaux inachevés.
- 9.2. Tout travail achevé par l'entrepreneur et jugé satisfaisant par le Canada avant l'envoi d'un avis lui est payé par le Canada conformément aux dispositions du contrat; pour tout travail inachevé au moment où l'avis est donné, le Canada paie à l'entrepreneur les coûts pertinents, déterminés de la façon précisée dans le contrat, de même qu'une somme représentant une indemnité juste et raisonnable à l'égard du travail inachevé.
- 9.3. À la somme qui est payée à l'entrepreneur en vertu du paragraphe 9.2, s'ajoute le remboursement des frais liés à la résiliation, à la suite de cet avis, des engagements que l'entrepreneur a pris et des frais connexes, ainsi que des engagements qu'il a pris ou des obligations qui lui incombent à l'égard des travaux.
- 9.4. Le paiement ou le remboursement exigé en vertu de l'article 9.0 ne sera effectué que dans la mesure où il a été prouvé à la satisfaction du ministre que les coûts et dépenses ont été effectivement engagés par l'entrepreneur et qu'ils sont justes et raisonnables et bel et bien attribuables à l'arrêt ou à la suspension d'une partie ou de la totalité des travaux.
- 9.5. L'entrepreneur n'a droit à aucun remboursement qui, en s'ajoutant aux sommes qui lui ont été versées ou qui lui sont dues, excéderait le prix prévu dans le présent contrat pour l'ensemble ou une partie des travaux.
- 9.6. L'entrepreneur ne peut réclamer aucune somme à titre de compensation, d'indemnité, de dommages ou de perte de profits, ni à tout autre titre, se rattachant directement ou indirectement à une mesure prise par le ministre ou à un avis donné par ce dernier en vertu de l'article 9.0, sauf de la façon et dans la mesure qui y sont expressément indiquées.

CG10. Arrêt des travaux pour défaut de l'entrepreneur

- 10.1. Le ministre peut, en donnant un avis à l'entrepreneur, arrêter une partie ou la totalité des travaux :
- 10.1.1. si l'entrepreneur fait faillite ou devient insolvable, fait l'objet d'une ordonnance de mise sous séquestre en faveur de ses créanciers, si une ordonnance est rendue ou une résolution adoptée pour la liquidation de son entreprise, ou s'il se prévaut d'une loi concernant les débiteurs en faillite ou insolvable,
- 10.1.2. si l'entrepreneur ne remplit pas l'une des obligations que lui impose le contrat ou si le ministre estime que la lenteur de l'avancement des travaux compromet l'exécution du contrat dans les délais prévus.
- 10.2. S'il arrête une partie ou la totalité des travaux en vertu du paragraphe CG10, le ministre peut prendre les dispositions qu'il juge appropriées pour que soit achevé le travail qui a ainsi été arrêté. L'entrepreneur doit alors payer au Canada tout coût supplémentaire nécessaire pour l'achèvement des travaux.
- 10.3. Au moment de l'arrêt des travaux en vertu du paragraphe CG10.1, le ministre peut exiger que l'entrepreneur remette au Canada, de la façon et dans la mesure qu'il précise, le titre de propriété de tout travail exécuté qui n'a pas été remis et accepté avant cet arrêt ainsi que les matériaux et les travaux en cours que l'entrepreneur a acquis ou produits expressément en vue d'exécuter le contrat. Le Canada paiera à l'entrepreneur tout travail livré à la suite de cette directive et qu'elle a accepté, ce que ce travail a coûté à l'entrepreneur plus une somme proportionnelle à la partie des honoraires précisés dans le contrat; elle paiera aussi les coûts justes et raisonnables qu'il a dû engager à l'égard des matériaux ou des travaux en cours qui ont été remis à la suite de la directive en question. Le Canada peut, sur la somme due à l'entrepreneur, retenir la somme que le ministre estime nécessaire pour protéger le Canada contre les frais supplémentaires que pourra nécessiter l'achèvement des travaux.
- 10.4. L'entrepreneur n'a droit à aucun remboursement qui, en s'ajoutant aux sommes qui lui ont été versées ou qui lui sont

dues, excéderait le prix prévu dans le présent contrat pour l'ensemble ou une partie des travaux.

- 10.5. Si, après avoir donné un avis d'arrêt des travaux en vertu du paragraphe 10.1, le ministre découvre que des causes indépendantes de la volonté de l'entrepreneur ont empêché celui-ci de s'acquitter de ses obligations, l'avis sera réputé avoir été donné en vertu du paragraphe 9.1, et les droits et les obligations des parties seront régis par les dispositions de l'article 9.0.

CG11. Registres que l'entrepreneur doit tenir

- 11.1. L'entrepreneur tient des comptes et des registres appropriés des coûts d'exécution des travaux et de tous ses frais ou engagements, y compris les factures, reçus originaux et les pièces justificatives. Ces documents doivent pouvoir être inspectés et vérifiés en tout temps raisonnable par les représentants autorisés du ministre, qui pourront en faire des copies et en tirer des extraits.
- 11.2. L'entrepreneur doit mettre des locaux à la disposition des représentants autorisés du ministre aux fins de la vérification et de l'inspection; il doit aussi leur fournir les renseignements qu'ils demandent ou que le ministre peut demander au sujet des documents mentionnés au paragraphe 11.1.
- 11.3. L'entrepreneur ne peut se départir des documents mentionnés au paragraphe 11.1 sans le consentement écrit du ministre; il doit les conserver et les mettre à la disposition des responsables de la vérification et de l'inspection pendant la période précisée ailleurs dans le contrat ou, à défaut d'une telle stipulation, pendant les six années qui suivront l'achèvement des travaux.

CG12. Conflits d'intérêts

- 12.1. L'entrepreneur reconnaît qu'en apposant sa signature au contrat, il confirme avoir pris connaissance des règles gouvernementales concernant les conflits d'intérêts, résumées ci-après, et en respecter toutes les exigences.
- Le gouvernement a adopté une politique destinée à assurer le respect des normes déontologiques les plus élevées en ce qui a trait à l'embauchage et à l'affermage de fournisseurs de biens et de services. Le ministre entend énoncer clairement que ces normes seront rigoureusement respectées. Les parties pertinentes de la politique interdisent non seulement la nomination de membres de la famille immédiate d'un ministre, c'est-à-dire le conjoint, les parents, les enfants, les frères et sœurs du ministre, mais aussi celle de tout membre de la famille immédiate de son conjoint, des familles immédiates d'autres ministres et de collègues du parti à la Chambre des communes et au Sénat. Elles s'appliquent aussi aux organismes non gouvernementaux dans lesquels ces membres de la famille occupent des postes de haute direction, y compris au sein des conseils d'administration. En apposant sa signature sur le présent contrat, l'entrepreneur certifie qu'il a pris connaissance de cet aspect des règles gouvernementales concernant les conflits d'intérêts et que l'entreprise et respectera ces règles à tous égards.
- 12.2. Si le contrat est passé avec une entreprise, il est entendu qu'une personne assujettie aux dispositions relatives à l'après-mandat du *Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat* ou du *Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique* ne peut bénéficier directement du présent contrat, à moins que cette personne ne se conforme aux dispositions applicables concernant l'après-mandat.

L'entrepreneur déclare n'avoir aucun intérêt pécuniaire dans l'entreprise d'un tiers susceptible, en réalité ou en apparence, de causer un conflit d'intérêts dans l'exécution de travaux. Si, pendant la durée du contrat, est acquis un tel intérêt, l'entrepreneur doit le déclarer immédiatement au représentant ministériel.

CG13. Statut de l'entrepreneur

- 13.1. Le contrat porte sur la fourniture d'un service et engage l'entrepreneur, comme entrepreneur indépendant, à fournir un service seulement. Ni l'entrepreneur ni aucun membre de son personnel n'est engagé par le contrat à titre d'employé, d'agent ou de mandataire du Canada. L'entrepreneur convient en outre qu'il est l'unique responsable de tous les paiements ou déductions qui doivent être faits, y compris pour le Régime de pensions du Canada, le Régime des rentes du Québec, l'assurance-emploi, le régime d'indemnisation des accidents du travail ou l'impôt sur le revenu.

CG14. Garantie donnée par l'entrepreneur

- 14.1. L'entrepreneur garantit qu'il a la compétence et qu'il possède les connaissances, les habiletés et les aptitudes nécessaires pour exécuter les travaux prévus dans le contrat.
- 14.2. L'entrepreneur assure qu'il fournira des services d'une qualité au moins égale à celle que les entrepreneurs attendent normalement, dans une situation semblable, d'un entrepreneur compétent.

CG15. Députés

- 15.1. Aucun député n'est admis à être partie à ce contrat, ni à participer à aucun des bénéfices ou profits qui en proviennent.

CG16. Sécurité et protection des travaux

- 16.1. L'entrepreneur garde confidentiels les renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux, y compris les renseignements confidentiels ou les renseignements protégés par des droits de propriété intellectuelle dont sont titulaires des tiers, ainsi que ceux qu'il conçoit, génère ou produit à l'occasion de l'exécution des travaux lorsque le droit d'auteur ou tout autre droit de propriété intellectuelle sur ceux-ci (sauf une licence) est dévolu au Canada en vertu du contrat. L'entrepreneur ne les communique à un tiers qu'avec l'autorisation écrite du ministre. L'entrepreneur peut cependant communiquer à un sous-traitant les renseignements nécessaires à l'exécution du contrat de sous-traitance, à la condition que le sous-traitant s'engage à ne les utiliser qu'aux seules fins du contrat de sous-traitance. Les renseignements fournis à l'entrepreneur par ou pour le Canada ne doivent être utilisés qu'aux seules fins du contrat et ces renseignements demeurent la propriété du Canada ou du tiers, selon le cas. Dès l'achèvement ou la résiliation du contrat ou dès que le ministre l'exige, l'entrepreneur doit remettre au Canada, à moins de stipulation contraire expresse dans le contrat, l'information ainsi que toute copie, ébauche, document de travail et note qui la contient. Les obligations des parties prévues au présent article ne s'étendent pas aux renseignements suivants :
- 16.1.1. auxquels le public a accès à partir d'une autre source que l'entrepreneur;
- 16.1.2. dont l'entrepreneur a ou prend connaissance à partir d'une autre source que le Canada, sauf s'il s'agit d'une source qui, à la connaissance de l'entrepreneur, est tenue à la confidentialité envers le Canada.
- 16.2. Lorsque le contrat, les travaux ou tout renseignement visé par le paragraphe 16.1 portent la mention TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL ou PROTÉGÉ apposée par le Canada,
- 16.2.1. l'entrepreneur doit, en tout temps, prendre toutes les mesures raisonnablement nécessaires pour protéger le matériel ainsi identifié, notamment toute autre directive donnée par le ministre;
- 16.2.2. le ministre a le droit d'inspecter les locaux de l'entrepreneur et ceux des sous-traitants, à tout niveau, à des fins de sécurité, pendant la durée du contrat, et l'entrepreneur doit observer ainsi que faire observer par tout sous-traitant toutes les directives écrites données par le ministre au sujet du matériel ainsi identifié, y compris toute directive portant que les employés de l'entrepreneur ou de tout sous-traitant doivent signer et remettre des déclarations en rapport avec des

enquêtes de sûreté, des habilitations de sécurité et d'autres procédures.

CG17. Attestations – Honoraires conditionnels

- 17.1. L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et s'engage à ne pas verser, directement ni indirectement, des honoraires conditionnels en rapport à la négociation ou à l'obtention du présent contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au présent contrat, à aucune personne autre qu'un employé remplissant les fonctions habituelles liées à son poste.
- 17.2. Tous les comptes et dossiers concernant le versement d'honoraires ou de toute autre rémunération en rapport à l'obtention ou à la négociation du contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au contrat seront assujettis aux dispositions du contrat portant sur les comptes et la vérification.
- 17.3. Si l'entrepreneur fait une fausse déclaration aux termes du présent article ou ne respecte pas les obligations qui y sont précisées, le ministre pourra soit résilier le contrat pour défaut d'exécution conformément aux dispositions pertinentes contenues dans le contrat, soit recouvrer, de l'entrepreneur, par une réduction du prix du contrat ou autrement, le montant total des honoraires conditionnels.
- 17.4. Les définitions suivantes s'appliquent au présent article.
- 17.4.1. « Honoraires conditionnels » : tout paiement, ou autre forme de rémunération, qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à l'obtention d'un marché gouvernemental, à la négociation d'une partie ou de la totalité des conditions de ce contrat ou à toute demande ou démarche reliée au contrat.
- 17.4.2. « Employé(e) » : toute personne avec qui l'entrepreneur a une relation d'employeur à employé.
- 17.4.3. « Personne » : comprend un particulier ou un groupe, une société, une société de personnes, une organisation et une association et, sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède, tout particulier qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes*, L.R.C. (1985), ch. 44 (4^e suppl.), et de toute modification qui pourrait lui être apportée de temps à autre.

CG18. Programmes de réduction des effectifs

- 18.1. L'entrepreneur reconnaît et promet que toute personne, lui compris, chargée d'exécuter le présent contrat, communiquera au représentant ministériel tout détail sur son statut en ce qui a trait au paiement forfaitaire reçu et tout détail sur les prestations de retraite en vertu d'un programme de réduction des effectifs.
- 18.2. L'entrepreneur s'engage, si cela lui est demandé et lorsque cela est nécessaire, à signer ou à faire signer pour le compte de toute personne une renonciation aux dispositions de protection des renseignements personnels à l'égard de tout renseignement relatif à un paiement forfaitaire ou à des prestations de retraite.

CG19. Modifications

- 19.1. Aucune modification du contrat ni aucune renonciation à ses dispositions ne sera valide à moins d'avoir été effectuée par une modification écrite.

CG20. Personnel de remplacement

- 20.1. L'entrepreneur doit fournir les services des personnes nommées dans la proposition mentionnée dans l'énoncé des travaux et de toutes les personnes supplémentaires nécessaires à l'exécution des travaux et à la prestation des services requis en vertu du présent contrat, à moins qu'il ne soit dans l'impossibilité de le faire pour des raisons indépendantes de sa volonté.
- 20.2. S'il ne peut à quelque moment fournir les services de ces personnes, l'entrepreneur est tenu de trouver des remplaçants

- possédant des aptitudes et des connaissances semblables et jugés acceptables par le représentant ministériel. Le cas échéant, l'entrepreneur doit en aviser par écrit le représentant ministériel et donner l'information suivante :
- 20.2.1. la raison du retrait de la personne désignée de l'exécution des travaux;
- 20.2.2. nom du remplaçant proposé;
- 20.2.3. un aperçu de la compétence et de l'expérience du remplaçant proposé;
- 20.2.4. un certificat d'habilitation de sécurité accepté, le cas échéant.
- 20.3 Un tel avis doit être envoyé au moins sept (7) jours avant la date à laquelle le remplaçant doit commencer à travailler. Tout changement dans les modalités du présent contrat qui découle d'un remplacement de personnel devra être effectué par voie de modification du contrat.
- 20.4 Nonobstant ce qui précède, l'entrepreneur est tenu d'exécuter les travaux et de fournir les services conformément aux conditions du présent contrat.

CG21. Code criminel du Canada

- 21.1. L'entrepreneur atteste que l'entreprise n'a jamais été reconnue coupable d'une infraction visée aux articles suivants du Code criminel du Canada :
- 21.1.1. article 121, Fraudes envers le gouvernement;
- 21.1.2. article 124, Achat ou vente d'une charge;
- 21.1.3. article 418, Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté.
- 21.2. Il est essentiel, en vertu du présent contrat, que l'entrepreneur et tout employé de l'entrepreneur affecté à l'exécution du contrat satisfasse aux exigences de l'article 748 du Code criminel du Canada qui interdit à quiconque a été déclaré coupable d'une infraction aux termes des articles suivants :
- 21.2.1. article 121, Fraudes envers le gouvernement;
- 21.2.2. article 124, Achat ou vente d'une charge;
- 21.2.3. article 418, Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté;
- d'occuper une charge publique, de passer des contrats avec le gouvernement ou de recevoir un avantage d'un contrat auquel le gouvernement est partie, à moins que le gouverneur en conseil n'ait rétabli (en tout ou en partie) la capacité de travailler de l'individu ou ne lui ait accordé un pardon.

CG22. Inspection et acceptation

- 22.1 Tous les travaux exécutés dans le cadre du présent contrat sont inspectés par le représentant ministériel avant leur acceptation. Si les travaux ne satisfont pas, en totalité ou en partie, aux exigences prévues au protocole d'accord, le représentant ministériel peut les rejeter ou en exiger la correction.

CG23. Non-résident

- 23.1. Si l'entrepreneur n'est pas un résident du Canada, il convient qu'en vertu des dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu* le Canada est habilité à retenir 15 p. 100 du prix à payer à l'entrepreneur, si celui-ci est un entrepreneur non-résident, tel que définit dans la Loi susmentionnée. Ce montant sera conservé dans un compte pour tout impôt à payer exigible par le Canada.

CG24. Titre

- 24.1. Sauf s'il en est prévu autrement au contrat, notamment dans les dispositions concernant la propriété intellectuelle ainsi qu'au paragraphe 24.2, le titre de propriété afférent aux travaux est dévolu au Canada dès leur livraison et leur acceptation par le Canada ou pour son compte.
- 24.2. Sauf s'il en est prévu autrement dans les dispositions du contrat qui concernent la propriété intellectuelle, dès le paiement à l'entrepreneur de montants au titre des matériaux, des pièces, des produits en cours ou des travaux finis, qu'il s'agisse de paiements provisoires, d'avances comptables ou autrement, le titre de propriété afférent auxdits éléments est

- dévolu au Canada et demeure ainsi dévolu, sauf s'il l'a déjà été aux termes d'une autre disposition du contrat.
- 24.3. Malgré la dévolution du titre de propriété dont il est fait mention au présent article et sauf s'il en est prévu autrement au contrat, l'entrepreneur supporte le risque de perte ou d'endommagement des matériaux, des pièces, des produits en cours ou des travaux finis ainsi dévolus jusqu'à leur livraison au Canada en application du contrat. L'entrepreneur est responsable de toute perte ou endommagement des travaux causés par lui-même ou par un sous-traitant après une telle livraison.
- 24.4. La dévolution du titre de propriété dont il est fait mention au paragraphe 24.2 ne constitue pas de la part du Canada l'acceptation des matériaux, des pièces, des produits en cours ou des travaux finis en question et ne relève pas l'entrepreneur de son obligation d'exécuter les travaux conformément au contrat.
- 24.5. Lorsque le titre de propriété afférent à des matériaux, à des pièces, à des produits en cours ou à des travaux finis est dévolu au Canada, l'entrepreneur prouve au ministre, à la demande de celui-ci, que le titre de propriété est exempt de tous privilèges, réclamations, saisies ou autres charges et signe les actes de transport et autres instruments nécessaires pour parfaire ce titre de propriété, lorsque le ministre lui en fait la demande.
- 24.6. Si le contrat constitue un contrat de défense au sens de la *Loi sur la production de défense*, L.R.C. (1985), ch. D-1, le titre de propriété afférent aux travaux ou à des matériaux, pièces, produits en cours ou travaux finis est dévolu au Canada sans être assujéti à des réclamations, privilèges, saisies ou autres charges et le ministre a le droit, en tout temps, de l'aliéner ou de s'en départir conformément à l'article 20 de la Loi.

CG25. Intégralité du contrat

- 25.1 Le contrat renferme tout ce qui a été convenu entre les parties à l'égard de l'objet visé et annule toute négociation, communication ou entente antérieure visant le même objet, qu'elle soit verbale ou écrite, à moins qu'elle ne soit incorporée par renvoi dans le contrat.

SECTION III – CONDITIONS DE PAIEMENT

MP2. Paiement

- 2.1. Les paiements relevant du présent contrat, exception faite des avances ou des paiements anticipés, seront conditionnels à l'exécution, à l'achèvement et à la livraison de travail, ou de toute partie du travail, à la satisfaction du ministre, sous réserve que l'entrepreneur ait présenté au représentant ministériel une demande de paiement.
- 2.2. Sous réserve de l'existence d'un crédit parlementaire et du respect du paragraphe MP1.1, le ministre procédera au paiement :
 - 2.2.1. dans le cas d'une avance, dans les trente (30) jours suivant la signature du contrat par les deux parties ou dans les trente (30) jours suivant la réception d'une facture demandant de procéder au paiement, en retenant la plus tardive des deux dates;
 - 2.2.2. dans le cas de paiements progressifs, dans les trente (30) jours suivant la réception d'un travail dûment terminé ou d'un rapport sur l'avancement du travail, ou dans les trente (30) jours suivant la réception d'une facture demandant de procéder au paiement, en retenant la plus tardive des deux dates;
 - 2.2.3. dans le cas d'un paiement final, dans les trente (30) jours suivant la réception du travail dûment terminé ou dans les trente (30) jours suivant la réception d'une facture demandant de procéder au paiement, en retenant la plus tardive des deux dates.
- 2.3. Aux fins du contrat, un jour complet s'entend de toute période de sept heures et demie (7,5) dans n'importe quelle tranche horaire de vingt-quatre (24) heures.
- 2.4. Si l'entrepreneur travaille pendant une période d'une durée inférieure ou supérieure à celle d'un jour complet, il sera payé, au taux horaire de l'entreprise, au prorata du nombre d'heures pendant lequel il a ainsi travaillé.
- 2.5. Si le Canada s'oppose au contenu de la facture ou des documents à l'appui, elle devra, dans les quinze (15) jours suivant leur réception aviser le fournisseur de la nature de l'objection.
- 2.6. « Contenu de la facture » s'entend d'une facture qui contient ou à laquelle s'ajoute de la documentation à l'appui telle qu'exigée par le Canada. Si le Canada ne donne pas suite dans les (15) jours, la date inscrite au paragraphe MP1.1 servira dans l'unique but de calculer l'intérêt sur les comptes en souffrance.
- 2.7. Indépendamment de toute autre disposition du contrat, le paiement à l'entrepreneur n'est versé que lorsque, pour toutes les parties du travail pour lesquelles l'entrepreneur demande paiement, il prouve, sur demande et à la satisfaction du ministre, que le travail ne fait l'objet d'aucun privilège, d'aucune réclamation, charge, sûreté ou servitude.

MP3. Intérêt sur les comptes en souffrance

- 2.1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.
 - a) « **Taux moyen** » : la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur tous les jours, à 16 h, heure normale de l'Est, pour le mois civil précédant la date de paiement, le « taux d'escompte » s'entendant du taux d'intérêt fixé de temps en temps par la Banque du Canada qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements.
 - b) « **Date de paiement** » : la date que porte le titre négociable tiré par le Receveur général du Canada et remis à titre de paiement d'une somme exigible.
 - c) « **Du et exigible** » : s'entend de la somme due à l'entrepreneur par le Canada aux termes du contrat.
 - d) « **En souffrance** » : s'entend de la somme qui demeure impayée le lendemain du jour où elle est devenue exigible.

- 2.2. Le Canada verse à l'entrepreneur des intérêts simples, au taux moyen majoré de 3 % par année, sur toute somme en souffrance, à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement. L'intérêt est payable sans avis de l'entrepreneur pour une somme en souffrance pour plus de quinze (15) jours. Un intérêt est payé pour une somme en souffrance pour moins de quinze (15) jours si l'entrepreneur en fait la demande.
- 2.3. Le Canada ne verse pas d'intérêts en application du présent article lorsqu'elle n'est pas responsable du retard à payer l'entrepreneur.
- 2.4. Le Canada ne verse pas d'intérêts sur les paiements anticipés qui sont en souffrance.

MP4. Crédit

- 2.1. Conformément à l'article 40 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* du Canada, le paiement effectué en vertu du présent contrat est assujéti à l'existence d'un crédit particulier ouvert pour l'exercice au cours duquel des engagements découlant du contrat sont susceptibles d'arriver à échéance.

MP5. Frais de déplacement et de subsistance

Les frais de déplacement et de subsistance engagés par l'entrepreneur sont entièrement subordonnés à la Directive sur les voyages du Conseil du Trésor en vigueur (http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/hrpubs/TBM_113/menu-travel-voyage_f.asp) et aux Autorisations spéciales de voyager du Secrétariat du Conseil du Trésor, article 7, « Agents contractuels » (http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/hrpubs/TBM_113/menu-travel-voyage_f.asp et http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/hrpubs/TBM_113/STA_f.asp). **Les frais de déplacement et de subsistance sont considérés comme faisant partie du coût total du contrat.** Les frais qui dépassent ce que prévoit la Directive ne seront pas remboursés. Les frais de déplacement et de subsistance prévus doivent avoir fait l'objet d'une autorisation préalable de la part du représentant ministériel.

2.1. Généralités

- 5.1.1. Les frais de déplacement et de subsistance réclamés doivent correspondre aux coûts mais doivent demeurer dans les limites de la Directive courante du Secrétariat du Conseil du Trésor.
- 5.1.2. Chaque demande de remboursement de frais de transport et de subsistance doit être accompagnée d'une déclaration indiquant les noms des voyageurs et les endroits visités, ainsi que les dates, la durée et le but des déplacements.
- 5.1.3. L'entrepreneur doit assumer l'entière responsabilité des frais d'assurance pour tous les modes de transport, les accidents, les maladies, les annulations, les immunisations, et autres obligations.

2.2. Moyens de transport

- 5.2.1. **Avion.** La classe économique constitue la seule norme pour les voyages en avion. L'entrepreneur doit assumer l'entière responsabilité de la différence des coûts de classe affaire ou de première classe.
- 5.2.2. **Train.** Les voyages en train se font dans la classe offerte après la classe économique.
- 5.2.3. **Véhicule de location.** Ce sont les véhicules de taille intermédiaire qui sont autorisés. La location d'un véhicule doit être approuvée au préalable par le représentant ministériel.
- 5.2.4. **Véhicule d'un particulier.** Le voyageur doit suivre les itinéraires les plus directs, sûrs et praticables et ne doit demander un remboursement qu'à l'égard du trajet qu'il est nécessaire de parcourir en service commandé. Le taux au kilomètre payable est précisé dans la Directive sur les voyages du Secrétariat du Conseil du Trésor en vigueur. L'ASPC décline toute

- responsabilité à l'égard de toute franchise reliée à l'assurance-collision et à l'assurance globale.
- 2.3. **Indemnités de repas, d'hébergement, de transport et autres**
- 5.3.1. Pour les déplacements d'un jour, sans nuitée, les indemnités de repas applicables sont versées conformément à la Directive sur les voyages du Secrétariat du Conseil du Trésor en vigueur. Les reçus ne sont pas requis.
- 5.3.2. Pour les déplacements d'un jour sans nuitée, les indemnités de transport applicables sont versées conformément à la Directive sur les voyages du Secrétariat du Conseil du Trésor en vigueur. Les reçus originaux sont requis.
- 5.3.3. Pour les déplacements de deux (2) jours consécutifs ou plus, les indemnités de repas et de frais accessoires quotidiennes applicables sont versées conformément à la Directive sur les voyages du Secrétariat du Conseil du Trésor en vigueur. Les reçus ne sont pas requis.
- 5.3.4. Pour les déplacements de deux (2) jours consécutifs ou plus, les indemnités de voyage et d'hébergement quotidiennes applicables sont versées conformément à la Directive sur les voyages du Secrétariat du Conseil du Trésor en vigueur. Les reçus originaux sont requis, sauf en cas d'hébergement dans un lieu privé, non commercial.
- 5.3.5. Les indemnités de repas ne sont pas accordées pour les repas compris dans le passage (p. ex. les billets d'avion ou de voiture club), fournis gratuitement dans une cantine du gouvernement, ou inclus dans les coûts de participation à un événement ou à une autre mission.
- 5.3.6. Des honoraires professionnels ou autres frais équivalents similaires ne peuvent pas être réclamés pour le temps de déplacement.
- 5.3.7. Les reçus et les documents justificatifs originaux pour l'hébergement ou le transport doivent accompagner chaque demande de remboursement sauf en cas d'hébergement dans un lieu privé, non commercial. Les photocopies sont irrecevables.
- 5.3.8. L'hébergement de luxe n'est pas autorisé.
- 5.3.9. Les frais de divertissement ne constituent pas une dépense remboursable.

SECTION IV – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

PI1. L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle**1.1. Interprétation**

Les définitions qui suivent s'appliquent au présent contrat.

- 1.1.1 « Renseignements de base » : les renseignements techniques autres que les renseignements originaux, qui sont la propriété de l'entrepreneur, de ses sous-traitants ou de tout autre fournisseur de l'entrepreneur, ou qui sont confidentiels pour eux.
- 1.1.2 « Exploitation commerciale en concurrence avec l'entrepreneur » : ne comprend pas une exploitation par le Canada ou par tout entrepreneur lorsque le bien ou le service résultant de cette exploitation est destiné à être utilisé ultimement par le Canada, et ne comprend pas non plus la communication ou la distribution par le Canada à d'autres gouvernements ou à quiconque, au prix coûtant ou à un prix inférieur au prix coûtant, de tout bien ou service livré aux termes du contrat ou produit par suite d'une telle exploitation.
- 1.1.3 « Microprogramme » : tout programme informatique entreposé dans des circuits intégrés, la mémoire fixe et tout autre moyen semblable.
- 1.1.4 « Renseignements originaux » : les inventions conçues, développées ou mises en application pour la première fois dans le cadre des travaux effectués aux termes du contrat, de même que tous les renseignements techniques conçus, élaborés ou produits dans le cadre des travaux effectués en vertu du contrat.
- 1.1.5 « Droit de propriété intellectuelle » : tout droit de propriété intellectuelle reconnu par la loi et par les règles de droit, notamment tout droit de propriété intellectuelle protégé par la loi (p. ex. les lois qui régissent les brevets, les droits d'auteur, les dessins industriels, les topographies de circuits intégrés ou la protection des obtentions végétales) ou découlant d'une protection de l'information en tant que secret industriel ou renseignement confidentiel.
- 1.1.6 « Invention » : toute réalisation, tout procédé, toute machine, fabrication ou composition de matières, ainsi que tout perfectionnement de l'un d'eux, présentant le caractère de la nouveauté et de l'utilité, brevetable ou non.
- 1.1.7 « Logiciel » : tout programme informatique, en code source ou en code objet (incluant les microprogrammes), toute documentation des programmes informatiques enregistrée sous quelque forme ou sur quelque support que ce soit, et toute base de données informatisées, et comprend les modifications apportées à tous ces éléments.
- 1.1.8 « Renseignements techniques » : l'information de nature technique, scientifique ou artistique relative aux travaux, présentée oralement ou consignée sous une forme ou une autre ou par quelque moyen que ce soit, protégée ou non par des droits d'auteur, y compris, mais sans s'y restreindre, les inventions, les concepts, les méthodes, les procédés, les techniques, le savoir-faire, les modèles, les prototypes, les maquettes, les échantillons, les schémas, les données provenant d'expériences ou d'essais, les rapports, les dessins, les plans, les spécifications, les photographies, les données colligées, les manuels et autres documents et les logiciels. Les renseignements techniques ne comprennent pas les données qui

concernent l'administration du contrat par le Canada ou par l'entrepreneur, par exemple l'information financière interne ou l'information de gestion interne, à moins qu'elle ne constitue un bien livrable en vertu du contrat.

1.2. Divulgence des renseignements originaux

- 1.2.1 L'entrepreneur signale promptement et divulgue pleinement au ministre les renseignements originaux susceptibles de constituer des inventions, en outre, il lui signale et divulgue pleinement tous les autres renseignements originaux, au plus tard à la date de la fin des travaux ou plus tôt conformément aux exigences du ministre ou du contrat.
- 1.2.2 L'entrepreneur indique, lors de chaque divulgation en vertu du présent article, le nom de tous les sous-traitants à quelque échelon qu'ils soient, le cas échéant, à qui des droits de propriété intellectuelle à l'égard des renseignements originaux sont ou seront dévolus.
- 1.2.3 Avant et après le paiement final à l'entrepreneur, le ministre peut examiner tous les dossiers de l'entrepreneur et les données à l'appui que le ministre juge raisonnablement pertinents pour permettre l'identification des renseignements originaux.

1.3. L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux

- 1.3.1 Sous réserve du sous-paragraphe PI1.3.3 et du paragraphe PI1.7 (*Transfert des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux*), et sans préjudice des droits de propriété intellectuelle, ou des intérêts s'y rapportant, qui sont nés avant le contrat ou qui concernent l'information ou les données fournies par le Canada aux fins du contrat, tous les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux seront, dès leur entrée en vigueur, dévolus à l'entrepreneur et lui appartiendront.
- 1.3.2 Bien que l'entrepreneur détienne les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux relatifs à tout prototype, modèle ou système ou équipement fabriqué ou modifié sur mesure livré en vertu du contrat avec les manuels s'y rapportant et les autres documents et outils d'exploitation et de maintenance, le Canada possèdera des droits illimités de propriété sur ces biens livrables, y compris le droit de les mettre à la disposition du public pour son usage contre rémunération ou autrement, et, sauf dans le cas de logiciels qui ne sont pas nécessaires pour le fonctionnement du prototype, du modèle ou du système ou de l'équipement, le droit de les vendre.
- 1.3.3 (i) Si les travaux visés par le contrat comportent l'élaboration d'une base de données ou autre compilation de renseignements utilisant l'information ou des données fournies par le Canada ou des renseignements personnels mentionnés à l'alinéa (ii), alors les droits de propriété intellectuelle, qui sont dévolus en vertu du sous-paragraphe 1.3.1, se limitent aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux qui peuvent faire l'objet d'une exploitation sans l'utilisation de l'information ou des données fournies par le Canada ou desdits renseignements personnels. Si les renseignements originaux relatifs à une base de données ou à une

	autre compilation ne peuvent être exploités sans l'utilisation de tels renseignements, données ou renseignements personnels, alors les droits de propriété intellectuelle sur cette base de données ou compilation sont dévolus au Canada. L'entrepreneur convient de n'utiliser ou de ne divulguer ces renseignements, données ou renseignements personnels que pour l'achèvement des travaux visés par le contrat, et convient de ne procéder à aucun retrait de ces renseignements, données ou renseignements personnels, à l'exception de leur remise au Canada. L'entrepreneur doit se conformer aux Conditions générales du contrat en ce qui concerne l'obligation de confidentialité concernant ces renseignements, données ou renseignements personnels. Dès l'achèvement ou la résiliation du contrat ou dès que le ministre l'exige, l'entrepreneur doit remettre au Canada, à moins de stipulation contraire expresse dans le contrat, ces informations, données ou renseignements personnels ainsi que toute copie, ébauche, document de travail et note qui contiennent ces renseignements, données ou renseignements personnels.	
1.3.4	(ii) Nonobstant le sous-paragraphe 1.3.1, si les travaux visés par le contrat comportent la collecte de renseignements personnels au sens de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> , (L.R.C. (1985), ch. P-21), alors tous les droits de propriété intellectuelle et le droit de propriété sur ces renseignements personnels sont, dès la collecte de ceux-ci par l'entrepreneur, dévolus au Canada, et l'entrepreneur n'a aucun droit ou intérêt sur ceux-ci.	
1.4.	Licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux	
1.4.1	En contrepartie de la contribution du Canada dans les frais de développement des renseignements originaux, l'entrepreneur accorde par les présentes au Canada une licence non exclusive, perpétuelle, irrévocable, mondiale, entièrement payée et libre de redevances, qui autorise le Canada à exercer tous les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux qui sont ou seront dévolus à l'entrepreneur en vertu du paragraphe 1.3, à toute fin publique, sauf à des fins d'exploitation commerciale en concurrence avec l'entrepreneur. Cette licence accordée au Canada ayant pour objet les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux comprend aussi le droit de divulguer les renseignements originaux à d'autres gouvernements, pour les fins d'information uniquement. Les droits de propriété intellectuelle découlant de toute modification, amélioration, développement ou traduction des renseignements originaux qui sera effectuée par ou pour le Canada dans l'exercice de cette licence seront dévolus au Canada ou à toute personne désignée par le Canada.	
1.4.2	L'entrepreneur reconnaît que le Canada peut vouloir attribuer des contrats pour l'une des fins prévues par le sous-paragraphe 1.4.1 et que telles attributions pourraient résulter d'un processus compétitif. L'entrepreneur convient que la licence du Canada concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux dévolus à l'entrepreneur en vertu du paragraphe 1.3 comprend le droit de divulguer les renseignements originaux aux soumissionnaires intéressés par tels contrats, et le droit d'autoriser, par sous-licence ou autrement, tout entrepreneur retenu par le Canada à utiliser ces renseignements, uniquement pour permettre l'exécution du contrat. Le Canada exigera du soumissionnaire ou de l'entrepreneur de n'utiliser ou	de ne divulguer aucun renseignement original, sauf dans la mesure nécessaire pour soumissionner ou exécuter le contrat.
		1.4.3 Sans que soit restreinte la généralité des sous-paragraphe 1.4.1 et 1.4.2, il est entendu que le droit du Canada de modifier, d'améliorer, de traduire, de reproduire ou de développer davantage tout renseignement original aux termes des sous-paragraphe 1.4.1 et 1.4.2 :
		a) s'applique aux renseignements originaux qui sont des logiciels, nonobstant toute modalité ou condition contraire jointe par l'entrepreneur à un bien livrable, y compris le texte apparaissant sur une licence d'adhésion par déballage et accompagnant un bien livrable;
		b) comprend le droit de reproduire et d'utiliser les renseignements originaux qui sont des logiciels, ou toute forme modifiée ou améliorée ou traduite ou plus développée de logiciels, sur tout système informatique que le Canada loue, exploite ou dont il est propriétaire à travers le monde.
		1.4.4 Nonobstant les sous-paragraphe 1.4.1, 1.4.2 et 1.4.3, lorsque les renseignements originaux découlent uniquement de la correction, par l'entrepreneur, d'erreurs apparaissant dans des renseignements de base qui sont des logiciels, ou résultent uniquement de modifications mineures apportées par l'entrepreneur à de tels logiciels, alors la licence mentionnée dans les sous-paragraphe 1.4.1, 1.4.2 et 1.4.3 ne s'appliquera pas à ces renseignements originaux et, sauf entente contraire, la licence qui s'applique à ces renseignements de base s'appliquera à ces renseignements originaux.
		1.4.5 Lorsque les droits de propriété intellectuelle sur des renseignements originaux appartiennent ou appartiendront à un sous-traitant de quelque échelon que ce soit, l'entrepreneur soit obtiendra de ce sous-traitant une licence permettant la conformité avec les sous-paragraphe 1.4.1, 1.4.2 et 1.4.3, soit demandera au sous-traitant de concéder directement au Canada les mêmes droits, en signant la formule fournie à cette fin par le ministre, auquel cas l'entrepreneur remettra cette formule au ministre, dûment remplie et signée par le sous-traitant, au plus tard à la date de la divulgation au Canada de ces renseignements originaux.
		1.4.6 Si l'entrepreneur souhaite faire usage de renseignements appartenant au Canada, qui ont été fournis dans le cadre du contrat, pour l'exploitation commerciale ou le développement ultérieur d'une partie quelconque des renseignements originaux, alors l'entrepreneur peut présenter au ministre responsable du ministère ou de l'organisme pour lequel les travaux sont ou ont été exécutés une demande écrite en vue d'être autorisé à exercer les droits nécessaires de propriété intellectuelle sur ces renseignements dont le Canada est propriétaire. L'entrepreneur expliquera à ce ministre les raisons pour lesquelles une telle licence est requise. Ledit ministre répondra par écrit à la demande dans un délai raisonnable. Si la demande est refusée, la réponse indiquera les motifs du refus. Si le ministre accepte d'accorder une telle licence, la licence sera accordée selon des modalités que négocieront l'entrepreneur et le ministre. Il est entendu que ces modalités peuvent prévoir le paiement d'une indemnité au Canada.
		1.4.7 L'entrepreneur peut demander au ministre responsable du ministère ou de l'organisme pour lequel les travaux sont ou ont été exécutés une licence l'autorisant à exploiter commercialement une

	traduction des renseignements originaux qui est effectuée par ou pour le Canada, sous réserve des mêmes restrictions et obligations que celles qui s'appliquent en vertu du contrat à l'exploitation commerciale des renseignements originaux qui ont été traduits. Toute licence de cette nature sera concédée selon des modalités qui seront négociées entre l'entrepreneur et ce ministre. Il est entendu que ces modalités peuvent prévoir le paiement d'une indemnité au Canada.	
1.5.	Licence concernant des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base	
1.5.1	Sans restreindre la portée de toute licence que le Canada pourrait autrement détenir lui permettant d'exercer des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base, l'entrepreneur accorde par les présentes au Canada une licence non exclusive, perpétuelle, irrévocable, mondiale, entièrement payée et libre de redevances, qui autorise le Canada à exercer, parmi les droits de propriété intellectuelle sur tout renseignement de base intégré dans les travaux ou nécessaire pour l'exécution des travaux, ceux qui peuvent être requis aux fins suivantes : <ul style="list-style-type: none"> (a) l'utilisation, le fonctionnement, l'entretien, la réparation ou la réfection des travaux; (b) la fabrication de pièces de rechange destinées à l'entretien, à la réparation ou à la réfection, par le Canada, de toute partie des travaux fabriquée sur mesure, si ces pièces ne peuvent être raisonnablement obtenues pour permettre l'entretien, la réparation ou la réfection en temps opportun; (c) la divulgation de l'information à tout autre entrepreneur engagé par le Canada (ou à toute personne qui soumissionne à un tel contrat) en vue de son utilisation uniquement pour une fin énoncée aux alinéas a) ou b), mais seulement si l'entrepreneur ne peut pas ou ne veut pas se charger de l'entretien, de la réparation ou de la réfection ou fournir les pièces de rechange aux conditions commerciales raisonnables et dans des délais de livraison raisonnables. <p>L'entrepreneur s'engage à mettre promptement à la disposition du Canada, pour l'une de ces fins, tout renseignement de base de cette nature (y compris, dans le cas de logiciels, le code source).</p>	<p>de base de cette nature (y compris, dans le cas de logiciels, le code source).</p> <p>1.5.3 Nonobstant les paragraphes 1.5.1 et 1.5.2, la licence mentionnée dans ces paragraphes ne s'appliquera pas à un logiciel faisant l'objet de conditions de licence détaillées qui sont énoncées ailleurs dans le contrat.</p> <p>1.5.4 L'entrepreneur reconnaît que, sous réserve de l'alinéa c) du paragraphe 1.5.1, le Canada peut vouloir attribuer des contrats pour l'une des fins prévues par les paragraphes 1.5.1 et 1.5.2 et que de telles attributions pourraient résulter d'un processus compétitif. L'entrepreneur convient que la licence du Canada se rapportant aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base comprend le droit de divulguer les renseignements de base aux soumissionnaires intéressés par de tels contrats et le droit d'autoriser, par sous-licence ou autrement, tout entrepreneur engagé par le Canada à utiliser ces renseignements, uniquement pour permettre l'exécution du contrat. Le Canada exigera des soumissionnaires et de l'entrepreneur qu'ils n'utilisent ni ne divulguent un quelconque renseignement de base, sauf dans la mesure nécessaire pour soumissionner le contrat ou l'exécuter.</p> <p>1.5.5 Lorsque les droits de propriété intellectuelle sur des renseignements de base appartiennent à un sous-traitant de quelque échelon que ce soit, l'entrepreneur soit obtiendra de ce sous-traitant une licence permettant la conformité avec les paragraphes 1.5.1 et 1.5.2, soit demandera au sous-traitant d'accorder directement au Canada les mêmes droits, en signant la formule fournie à cette fin par le Ministre, auquel cas l'entrepreneur remettra cette formule au Ministre, dûment remplie et signée par le sous-traitant, au plus tard à la date de la divulgation au Canada de ces renseignements de base.</p> <p>1.5.6 Sans restreindre la portée de toute licence que le Canada pourrait autrement détenir lui permettant d'exercer des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base, l'entrepreneur accorde aussi par les présentes au Canada une licence non exclusive, perpétuelle, irrévocable, mondiale, entièrement payée et libre de redevances, qui autorise le Canada à exercer, parmi les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base intégrés dans les travaux ou nécessaires pour l'exécution des travaux, ceux qui sont nécessaires pour que le Canada puisse exercer ses droits de propriété intellectuelle sur les renseignements sur les renseignements originaux. L'entrepreneur s'engage à mettre promptement à la disposition du Canada, pour l'une de ces fins, tout renseignement de base de cette nature (y compris, dans le cas de logiciels, le code source).</p> <p>1.5.7 L'entrepreneur reconnaît que le Canada peut vouloir attribuer des contrats pour l'une des fins prévues par le paragraphe 1.5.6 et que telles attributions pourraient résulter d'un processus compétitif. L'entrepreneur convient que la licence du Canada se rapportant aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base comprend le droit de divulguer les renseignements de base aux soumissionnaires intéressés par tels contrats et le droit d'autoriser, par sous-licence ou autrement, tout entrepreneur engagé par le Canada à utiliser ces renseignements, uniquement pour permettre l'exécution du contrat. Le Canada exigera du soumissionnaire ou de l'entrepreneur de n'utiliser ou ne divulguer aucun renseignement original, sauf dans la mesure nécessaire pour soumissionner ou exécuter le contrat.</p>
1.5.2	Sans restreindre la portée de toute licence que le Canada pourrait autrement détenir lui permettant d'exercer des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base, l'entrepreneur accorde aussi par les présentes au Canada une licence non exclusive, perpétuelle, irrévocable, mondiale, entièrement payée et libre de redevances, qui autorise le Canada à exercer, parmi les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base intégrés dans les travaux ou nécessaires pour l'exécution des travaux, ceux qui sont nécessaires pour que le Canada puisse modifier, améliorer ou développer davantage les renseignements originaux. Les droits du Canada selon le présent paragraphe 2 ne comprennent pas le droit de reproduire, en totalité ou en partie, un bien livrable aux termes du contrat qui n'englobe pas un renseignement original, sauf que le Canada peut reproduire une épreuve, un plan, un dessin ou autre renseignement de base qui fait l'objet d'une protection par droit d'auteur ou comme dessin industriel, aux fins de modification, d'amélioration ou de développement ultérieur des renseignements originaux par ou pour le Canada. L'entrepreneur s'engage à mettre promptement à la disposition du Canada, pour l'une de ces fins, tout renseignement	

- 1.5.8 Lorsque les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base appartiennent à un sous-traitant de quelque échelon que ce soit, l'entrepreneur soit obtiendra de ce sous-traitant une licence permettant la conformité avec les paragraphes 1.5.6 et 1.5.7, soit demandera au sous-traitant d'accorder directement au Canada les mêmes droits, en signant la formule fournie à cette fin par le Ministre, auquel cas l'Entrepreneur remettra cette formule au Ministre, dûment remplie et signée par le sous-traitant, au plus tard à la date de la divulgation au Canada de ces renseignements de base.
- 1.5.9 Nonobstant le paragraphe 1.5.6, la licence mentionnée dans ces paragraphes ne s'appliquera pas à un logiciel faisant l'objet de conditions de licence détaillées qui sont énoncées ailleurs dans le contrat.
- 1.6. **Droit d'accorder une licence**
- 1.6.1 L'entrepreneur déclare et garantit qu'il a le droit d'accorder au Canada la licence qui autorise le Canada à exercer les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux et les renseignements de base selon ce que requiert le contrat ou l'entrepreneur s'engage à l'obtenir.
- 1.7. **Transfert des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux**
- 1.7.1 Avant d'avoir terminé les travaux et divulgué la totalité des renseignements originaux en conformité avec le paragraphe P11.2 (*Divulguation des renseignements originaux*), l'entrepreneur, sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du ministre, ne vend, ne cède ni ne transfère par ailleurs le titre concernant les droits de propriété intellectuelle sur tout renseignement original, ni ne concède une licence à leur égard ni n'en permet par ailleurs l'utilisation par quiconque.
- 1.7.2 Si le Canada met fin au contrat, en totalité ou en partie, pour manquement, ou si l'entrepreneur ne divulgue pas les renseignements originaux en conformité avec le paragraphe P11.2, le ministre peut, par avis donné dans les 90 jours de la date de résiliation du contrat ou du jour où le Canada prend connaissance du manquement de l'entrepreneur à son obligation de divulguer, selon le cas, exiger que l'entrepreneur lui cède tous les droits de propriété intellectuelle afférents à la totalité des renseignements originaux ou, s'il s'agit d'un avis fondé sur son manquement à son obligation de divulguer, tous les droits de propriété intellectuelle afférents à l'ensemble des renseignements originaux non divulgués. Dans les deux cas, les droits à céder comprennent les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux détenus ou devant être détenus par un sous-traitant de quelque échelon que ce soit. Advenant la vente ou la cession des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux à une partie autre qu'un sous-traitant de quelque échelon que ce soit, l'entrepreneur n'est pas tenu de céder au Canada le droit de propriété en conformité avec le présent article, mais lui paie sur demande un montant égal à la contrepartie que la vente ou la cession de ces droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux a rapporté à l'entrepreneur ou, s'il s'agit d'une vente ou d'une cession conclue entre personnes ayant un lien de dépendance, à la juste valeur marchande de ces droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux, incluant la valeur de redevances ou de droits de licence futurs.
- 1.7.3 Advenant la délivrance par le ministre d'un avis en vertu du sous-paragraphe 1.7.2, l'entrepreneur signe, à ses frais et promptement, les actes de cession ou les autres documents relatifs aux droits de propriété intellectuelle exigés par le ministre; l'entrepreneur fournit à ce ministre, aux frais du Canada, toute l'aide raisonnable dans la préparation et l'acheminement de toute demande d'enregistrement de droits de propriété intellectuelle dans toute administration, y compris l'aide de l'inventeur s'il s'agit d'inventions.
- 1.8. **Vente, cession, transfert ou octroi de licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux**
- 1.8.1 Lorsque les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux font l'objet d'une vente, d'une cession, d'un transfert de propriété par l'entrepreneur, ou de l'octroi d'une licence, sauf la vente ou l'octroi d'une licence relativement à l'utilisation finale d'un produit découlant des renseignements originaux, l'entrepreneur impose à l'autre partie toutes ses obligations envers le Canada à l'égard des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux prévus au contrat de même que les restrictions sur l'utilisation et la disposition des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux (et, le cas échéant, les renseignements originaux), y compris l'obligation d'imposer les mêmes obligations et restrictions à tout bénéficiaire de transfert, cessionnaire ou détenteur de licence subséquent.
- 1.8.2 L'entrepreneur fait part sans délai au Canada du nom, de l'adresse de tout bénéficiaire d'un transfert, cessionnaire ou détenteur de licence mentionnés au sous-paragraphe 1.8.1, ainsi que de tout autre renseignement pertinent les concernant et il s'assure qu'une telle partie est tenue d'en faire autant en ce qui a trait au bénéficiaire d'un transfert, au cessionnaire ou au détenteur de licence subséquent.
- 1.8.3 L'entrepreneur ne perçoit ni ne permet à quiconque de percevoir une redevance ou autre droit du Canada quant à des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux aux fins d'exécution d'un contrat ou d'une autre entente avec le Canada. Si le contrat ou l'entente porte sur un produit découlant de ces renseignements originaux, de leur modification ou de leur perfectionnement, l'entrepreneur accorde un crédit raisonnable au Canada sur le prix commercial du produit afin de tenir compte de l'apport financier du Canada au développement du produit; s'il s'agit d'un produit qui appartient au bénéficiaire d'un transfert, au cessionnaire des renseignements originaux ou au détenteur de licence, l'entrepreneur s'assure que cette partie est tenue d'en faire autant.
- 1.9. **Accès à l'information; exception aux droits de l'entrepreneur**
- 1.9.1 Sous réserve de la *Loi sur l'accès à l'information*, L.R.C. 1985, ch. A-1, et de tout droit du Canada selon le contrat, le Canada ne pourra communiquer ou divulguer en dehors du gouvernement du Canada aucune information livrée au Canada en vertu du contrat et qui constitue une information confidentielle ou un secret industriel de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant.
- 1.9.2 Nonobstant le sous-paragraphe 1.9.1, les présentes modalités n'ont pas pour effet de limiter le droit du Canada d'exercer les droits de propriété intellectuelle sur des renseignements originaux ou sur des renseignements de base, ou de divulguer des renseignements originaux ou des renseignements de base, dans la mesure où ces renseignements :
a) font partie ou viennent à faire partie du

domaine public, ou dans la mesure où l'entrepreneur ne bénéficie pas ou cesse de bénéficier d'une protection conférée à cette information par des droits de propriété intellectuelle, en vertu des dispositions législatives ou des règles de droit (autres qu'en vertu des modalités du contrat), pour toute raison, notamment parce que le Canada a utilisé ou divulgué des biens livrables selon le contrat à une fin quelconque qui n'est pas expressément exclue par le contrat;

b) sont ou deviennent connus du Canada d'une source autre que l'entrepreneur, sauf d'une source dont le Canada sait qu'elle est tenue envers l'entrepreneur de ne pas divulguer l'information;

c) sont développés indépendamment par ou pour le Canada;

d) sont divulgués en raison d'une exigence législative ou d'une ordonnance rendue par une cour de justice ou un autre tribunal compétent.

1.10. ***Renonciation aux droits moraux***

1.10.1 L'entrepreneur obtiendra une renonciation écrite permanente aux droits moraux, dans une forme acceptable pour le ministre, de la part de chaque auteur qui contribue aux renseignements originaux qui font l'objet d'une protection par droit d'auteur et qui doivent être livrés au Canada en vertu des modalités du contrat. À la demande du ministre, (soit à l'achèvement des travaux, soit à toute autre date que pourra indiquer le ministre), l'entrepreneur fournira au ministre la ou les renonciation(s) écrite(s) permanente(s) aux droits moraux.

1.10.2 Si l'entrepreneur est un auteur des renseignements originaux dont il est question au sous-paragraphe 1.10.1, il renonce par les présentes en permanence à ses droits moraux sur ces renseignements originaux.

APPENDICE A – ÉNONCÉ DES TRAVAUX

1. Portée**1.1 Titre**

Foodbook : étude sur l'exposition des aliments au Canada en vue de renforcer l'intervention en cas d'éclosion

1.2 Objectif**Objectif général du « Foodbook »**

Le « Foodbook » désigne une enquête populationnelle qui déterminera l'exposition des Canadiens à des aliments pouvant transmettre des infections d'origine alimentaire sur une période de sept jours. Ces données sont essentielles pour assurer la rapidité et l'efficacité des interventions en cas d'éclosion d'une maladie d'origine alimentaire. Les chercheurs compareront les données recueillies avec celles sur les aliments consommés par les personnes touchées lors d'une éclosion afin de recenser les aliments les plus susceptibles de causer cette éclosion et de renforcer les preuves épidémiologiques nécessaires pour retirer les aliments concernés du marché. (P. ex. plusieurs cas rapportent avoir consommé des épinards; s'agit-il d'une situation attendue ou inhabituelle?) Les données de l'enquête seront également utilisées aux fins suivantes : aider lors d'évaluations de risques et orienter des programmes de surveillance; estimation du fardeau des maladies gastro-intestinales au Canada; examen des liens entre les habitudes alimentaires, l'obésité et le statut socioéconomique; et l'élaboration de mesures de prévention et de contrôle des maladies. Ces données permettront aux autorités responsables de la santé publique et de la salubrité des aliments d'appliquer des stratégies d'atténuation des risques ciblées qui auront une incidence considérable sur la santé des Canadiens.

Objectif de la demande de propositions

Il s'agit d'une demande de propositions portant sur la réalisation d'une enquête téléphonique populationnelle s'échelonnant sur six mois, soit du 1^{er} avril au 30 septembre 2014, conformément à la méthodologie présentée dans l'énoncé des travaux et le protocole d'étude. L'autorité contractante peut exercer l'option de recueillir des données pendant six mois de plus, soit du 1^{er} octobre 2014 au 31 mars 2015. L'enquête menée auprès des Canadiens comporte des questions sur l'exposition à des aliments (~200 questions), l'exposition à l'eau potable et aux plans d'eau destinés aux loisirs (~10 questions), l'exposition liée aux animaux (~10 questions), les connaissances et les pratiques en matière de salubrité des aliments (~10 questions), les maladies gastro-intestinales aiguës (~15 questions) et les facteurs démographiques (~8 questions). Chaque participant se fera poser un sous-ensemble de questions en fonction du saut de questions (instruction « passez à » suite à certaines réponses). L'entrepreneur utilisera des listes d'appels comprenant des numéros de téléphone conventionnel et cellulaire dans l'ensemble des provinces et des territoires pour sonder 11 016 Canadiens en français et en anglais. Il fournira également une traduction orale en inuktitut à la demande du participant. Le fournisseur disposera d'un mois pour soumettre à l'autorité contractante les données définitives, des estimations représentatives pour l'ensemble du pays et un rapport final résumant les statistiques relatives aux appels.

L'Agence de la santé publique du Canada (ASPC) et Santé Canada se sont engagés à financer la collecte de données pendant six mois. Les tâches supplémentaires, dont le financement est en

attente de confirmation, comprendront les éléments suivants : a) collecte de données pendant six mois additionnel; b) traduction orale sur demande vers d'autres langues (p. ex. italien, cantonnais); c) administration d'un programme incitatif pour les participants répondant à l'enquête; d) création d'une base de données regroupant les coordonnées des participants acceptant de participer à d'autres études.

2. BESOINS

2.1 Portée des travaux

Lorsque l'entrepreneur recevra l'outil d'entrevue et le protocole d'enquête, élaborés et fournis par le chargé de projet de l'ASPC, il s'acquittera des tâches énumérées ci-dessous.

- i. Entrer le code et télécharger l'outil d'entrevue téléphonique fourni dans le système d'interview téléphonique assistée par ordinateur (ITAO) de l'entrepreneur.
- ii. Adapter le texte d'entrevue pour les participants joints sur leur téléphone cellulaire, car le texte a été élaboré pour le téléphone conventionnel. Le chargé de projet examinera et approuvera le texte d'entrevue avant qu'il ne soit utilisé.
- iii. Élaborer une base de sondage aréolaire pour veiller à ce que la population provinciale et territoriale soit représentée adéquatement, conformément aux subdivisions de recensement, dans les dix (10) provinces et les trois (3) territoires. Afin d'assurer une meilleure couverture des adresses liées uniquement à un numéro de téléphone cellulaire, 20 % de la base de sondage comprendra les adresses d'utilisateurs d'un téléphone cellulaire (recensés par exemple à l'aide de dossiers de facturation de téléphone cellulaire). Il revient à l'entrepreneur de se procurer les listes de la base d'adresses.
- iv. Préparer et former les intervieweurs de l'entrepreneur afin de respecter les exigences du projet. Le chef de projet de l'entrepreneur, avec l'apport du chargé de projet de l'ASPC, formera les intervieweurs en vue d'assurer l'uniformité des procédures d'entrevue. La formation comprendra une présentation du but et du contenu de l'enquête, une revue de l'outil d'entrevue et un volet axé sur la sensibilisation à l'égard de la protection des renseignements personnels afin de souligner le caractère confidentiel des travaux. Avant de mener des entrevues dans le cadre de l'étude, les intervieweurs de l'entrepreneur doivent observer de bonnes entrevues simulées réalisées au moyen de l'outil d'entrevue, mener plusieurs entrevues, puis s'exercer à mener des entrevues à plusieurs reprises sous la supervision du chef de projet de l'entrepreneur ou d'autres membres du personnel d'expérience, qui lui fourniront de la rétroaction. Le chef de projet de l'entrepreneur doit surveiller les trois (3) premières entrevues menées par chaque intervieweur afin de veiller à ce que les questionnaires soient remplis adéquatement. Le chargé de projet peut demander, et cette demande doit être acceptée, d'assister à la formation en personne ou par téléconférence. L'entrepreneur fournira au chargé de projet la liste des intervieweurs qui mèneront des entrevues dans le cadre de l'étude et le chargé de projet surveillera la formation d'un échantillon ou de l'ensemble des intervieweurs. En tout temps, le chargé de projet pourra surveiller un échantillon d'entrevues menées pendant l'étude.
- v. Réaliser toutes les entrevues téléphoniques au moyen du système d'ITAO de l'entrepreneur.
- vi. Mener 5 508 entrevues pendant la phase pilote et la première phase (du 1^{er} avril au 30 septembre 2014), et si le chargé de projet exerce l'option 1, mener 5 508 entrevues additionnelles pendant la période optionnelle, soit la phase 2 (du 1^{er} octobre 2014 au 31 mars 2015).
- vii. Sonder les participants en français ou en anglais, selon leur préférence. À la demande du participant, fournir une traduction orale de l'entrevue en inuktitut. Si le chargé de projet exerce l'option 2, fournir, sur demande, une traduction orale de l'entrevue vers la langue choisie par le participant, si celui-ci n'est pas à l'aise de répondre à l'enquête en français, en anglais ou en inuktitut.

- viii. S'assurer que le nombre d'entrevues réalisées dans les 10 provinces et les 3 territoires correspond aux nombres figurant dans le tableau (tableau 1) ci-dessous et s'assurer que le nombre d'entrevues menées dans chacun des groupes d'âge suivants est égal à l'intérieur d'une même province ou d'un même territoire : 0 à 9 ans, 10 à 18 ans, 19 à 64 ans, 65 ans et plus. (écart +/- 2).
- ix. Sélectionner au hasard des adresses dans la base aréolaire provinciale ou territoriale des ménages afin d'assurer la représentation géographique et celle de la concentration de la population. Pour chaque ménage sélectionné au hasard, l'entrepreneur choisira au hasard un groupe d'âge en fonction des groupes d'échantillons présentés précédemment. (Remarque : Pendant un mois donné, si l'objectif relatif au nombre d'échantillons d'un ou de plusieurs groupes d'âge a été atteint, le groupe d'âge sera sélectionné au hasard parmi les groupes restants.) L'entrepreneur demandera au membre du ménage répondant à l'appel si un membre du ménage correspond au groupe d'âge déterminé. Si oui, ce membre du ménage sera invité à répondre au questionnaire. Si aucun membre du ménage n'entre dans le groupe d'âge sélectionné au hasard, le numéro de téléphone sera replacé dans la base de sondage. Si le ménage compte plus d'un membre entrant dans le groupe d'âge sélectionné au hasard, l'entrepreneur choisira celui dont l'anniversaire à venir est le plus proche. L'entrepreneur doit continuer de sélectionner les ménages et les groupes d'âge au hasard jusqu'à ce qu'une personne participe à l'entrevue.
- x. Veiller à ce que les intervieweurs de l'entrepreneur composent les numéros de téléphone du lundi au vendredi, de 13 h à 20 h, et le samedi et le dimanche, de 12 h à 20 h (dans le fuseau horaire de la région où habitent les personnes sondées), ou selon un horaire visant à optimiser le taux de réponse, avec l'approbation du chargé de projet. Il faut faire trois (3) tentatives pour chaque numéro de téléphone, à différents jours et à différentes heures. Le téléphone doit sonner au moins cinq (5) fois à chaque tentative. Lorsqu'une personne répondant aux critères est identifiée à un certain numéro de téléphone, il faut tenter de joindre cette personne à cinq (5) reprises et réaliser l'enquête dans un délai de cinq (5) jours. Le premier appel ne peut avoir lieu un jour férié. Tous les retours d'appels seront prévus à la date et à l'heure demandées par le répondant. Le jour de référence pour les questions correspond au jour où l'entrevue a réellement eu lieu.
- xi. Après la première et la deuxième semaine de collecte de données, fournir les ensembles de données électroniques de ces deux semaines à l'équipe de recherche de l'ASPC à des fins d'examen. Après l'examen des données recueillies pendant les deux premières semaines, le chargé de projet de l'ASPC peut fournir un outil d'entrevue révisé à l'entrepreneur. L'entrepreneur recevra cet outil dans les cinq jours ouvrables suivant l'envoi des données au chargé de projet de l'ASPC. Si l'entrepreneur reçoit un outil d'entrevue révisé, il doit modifier son système d'interview téléphonique assistée par ordinateur (ITAO) pour commencer à réaliser des entrevues à l'aide de l'outil révisé dans un délai d'une semaine.
- xii. Transmettre, par le système de courriel de l'entreprise de l'entrepreneur (et non par courriel Web) les fichiers suivants protégés au moyen d'un mot de passe fort une fois par mois pendant le reste de l'étude : 1) fichier de données brutes; 2) ensemble de données pondérées tenant compte du suréchantillonnage et des biais inhérents aux stratégies de sélection (l'entrepreneur doit élaborer la pondération); 3) fichier du code de valeur fondé sur ce qui ressort de l'ITAO (c.-à-d. description des catégories de réponse). Le format des trois fichiers doit facilement importé dans MS Excel, SAS et STATA. En outre, l'entrepreneur enverra par courriel une note méthodologique expliquant la procédure de pondération ainsi qu'un fichier comprenant un code de nettoyage des données, le cas échéant, appliqué aux ensembles de données dans le format SAS, STATA ou un format équivalent. Les ensembles de données (brutes et pondérées) comprendront un dossier par activité achevée et certaines variables calculées : les trois premiers caractères du code postal du participant, le nombre de retours d'appels nécessaires pour réaliser l'enquête, l'indicateur de réponse par procuration, le nombre de lignes terrestres associées à l'adresse du participant qui a répondu à l'enquête dans la base, le nombre de téléphones cellulaires associés à l'adresse du participant qui a répondu à l'enquête dans la base. Les

fichiers de données ne comprendront pas de numéro de téléphone, de nom, de code postal complet ou d'adresse municipale.

- xiii. Si l'option 1 est exercée afin que la collecte de données se poursuive du 1^{er} octobre 2014 au 31 mars 2015, le chef de projet de l'ASPC ajoutera un module à l'enquête portant sur les pratiques en matière de salubrité des aliments (~10 questions). L'entrepreneur doit modifier l'outil de sondage en fonction du questionnaire et le télécharger de nouveau dans son système d'interview téléphonique assistée par ordinateur (ITAO) avant le 1^{er} octobre 2014
- xiv. Parallèlement à l'étude principale, mener une étude additionnelle auprès de 200 Canadiens pour connaître les aliments que consomment les Canadiens sur une période de trois (3) jours. Le chargé de projet fournira un outil d'entrevue de cette sous-étude qui ne comportera que les modules 1 et 6, et demandera aux participants s'ils ont consommé les aliments en question sur une période de trois (3) jours au lieu de sept (7) jours. L'entrepreneur réalisera les travaux décrits précédemment, avec les exceptions suivantes : cette sous-étude sera menée auprès de 200 personnes sélectionnées au hasard dans une base de sondage des ménages comprenant 80 % de numéros associés à un téléphone conventionnel et 20 % de numéros associés à un téléphone cellulaire dans les provinces et les territoires du Canada combinés. Les participants seront sondés de sorte à assurer une répartition égale des participants pendant les mois civils tout au long de la collecte de données. L'ensemble de données sera fourni au chargé de projet après la première et la deuxième semaine, le sixième et le douzième mois de la collecte de données dans un format facilement importé dans MS Excel, SAS ou STATA (ou au même moment que le fichier des données de l'étude principale, selon ce qui convient le mieux à l'entrepreneur).
- xv. En tout temps pendant l'étude, le chef de projet de l'ASPC peut ajouter jusqu'à dix (10) questions à l'outil d'entrevue afin d'obtenir des données urgentes (c.-à-d. pour soutenir rapidement une enquête sur une éclosion ou pour réaliser des évaluations du risque pour la santé). L'entrepreneur apportera les modifications nécessaires au système d'ITAO dans les deux jours civils suivant la réception de l'outil d'entrevue révisé de la part du chargé de projet.
- xvi. Transmettre par courriel un rapport d'étape sur le nombre d'enquêtes réalisées comprenant les renseignements suivants après la première et la deuxième semaine, et chaque mois par la suite : nombre de tentatives, nombre de personnes n'ayant pas participé à l'enquête et justification, taux de réponse général à l'enquête, nombre d'entrevues réalisées par procuration, nombre d'entrevues réalisées en français, en anglais, en inuktitut ou dans une autre langue si le contrat comprend la traduction orale sur demande.

Tableau 1. Taille de l'échantillon par province et par territoire ainsi à l'échelle nationale pour l'étude principale, où l'exposition est évaluée pendant sept jours, et pour la sous-étude, où l'exposition est évaluée pendant trois jours.

Province	Taille approximative de l'échantillon par mois	Taille de l'échantillon provincial ou territorial pour l'étude principale (période de rappel de 7 jours)	Taille de l'échantillon provincial par mois et groupe d'âge	Taille de l'échantillon de la sous-étude (période de rappel de 3 jours)
T.-N.-L.	34,7	416	8,7	200
Î.-P.-É.	34,7	416	8,7	
N.-É.	52	624	13	
N.-B.	52	624	13	

Qc	138,7	1,664	34,7	
Ont.	138,7	1,664	34,7	
Man.	69,3	832	17	
Sask.	69,3	832	17	
Alb.	104	1,248	26	
C.-B.	104	1,248	26	
Nt	43,3	416	8,7	
Yn	36,1	416	8,7	
Nt	33,7	416	8,7	
Total	797,3	10 816	224,9	

2.2 Ajouts/option à la portée des travaux

L'entrepreneur fournira une estimation distincte des coûts associés à la réalisation de chacun des ajouts suivants à la portée des travaux si l'autorité contractante choisit d'exercer l'option :

- i. Procéder à 5 508 entrevues additionnelles pendant 26 semaines, du 1^{er} octobre 2014 au 31 mars 2015.
- ii. Fournir, sur demande, une traduction orale de l'étude dans d'autres langues que l'anglais, le français et l'inuktitut par l'entremise de votre entreprise ou d'un partenaire aux participants. L'entrepreneur offrira une formation au fournisseur de services de traduction, le cas échéant, relativement à la réalisation de l'étude par téléphone et s'assurera que les traductions prennent en compte le contexte culturel. Le fournisseur de services de traduction devra consigner l'identificateur unique sur l'outil d'entrevue, transcrire les réponses sur l'outil et envoyer l'outil rempli à l'entrepreneur pour qu'il procède au balayage et à la saisie des données dans le système d'ITAO. L'entrepreneur détruira la copie papier des questionnaires après avoir saisi et validé les données dans le système d'ITAO. Il informera le chargé de projet dans le cadre de ses mises à jour mensuelles du nombre d'entrevues réalisées en utilisant ce service de traduction orale.
- iii. L'entrepreneur concevra et mettra en œuvre un programme incitatif pour favoriser la participation de participants choisis au hasard (p. ex. chance de gagner une carte-cadeau dans une épicerie, un iPad ou d'autres produits). Le coût de ce programme ne doit pas excéder 5 000 \$. Tous les travaux et les coûts associés à ce programme incitatif seront à la charge de l'entrepreneur. L'entrepreneur décrira en détail dans sa soumission technique la façon dont il effectuera ces travaux et son plan devra être approuvé par l'autorité contractante. Si des coordonnées sont requises pour la mise en œuvre du programme, celles-ci ne seront pas conservées avec les données de l'étude, ne seront jamais liées aux données de l'étude et seront détruites dans la semaine suivant la date de la collecte des données. Un tiers vérificateur devra attester la distribution équitable des primes aux participants, comme indiqué par l'entrepreneur.
- iv. À la fin de l'entrevue, l'entrepreneur demandera au participant s'il accepte d'être joint par les autorités de santé publique dans le cadre de futures études. L'entrepreneur recueillera et conservera les coordonnées des participants dans un ensemble de données distinct ne pouvant pas être lié aux autres données de l'étude recueillies. Cette information sera traitée conformément aux exigences en matière de protection des renseignements personnels de l'ASPC. L'ensemble de données sera transmis au chargé de projet après la deuxième semaine, le sixième mois et le douzième mois de collecte des données dans un format pouvant être facilement importé dans MS Excel, SAS ou STATA.

3. PRODUITS LIVRABLES

La tâche finale de l'entrepreneur consistera à administrer l'outil d'entrevue de l'enquête fourni par l'équipe de recherche de l'ASPC en utilisant la méthodologie définitive présentée dans le protocole d'étude (voir les documents 1 et 2). L'entrepreneur doit respecter cette méthodologie en totalité.

Les produits livrables visés par ce contrat, à la suite de l'attribution du contrat, soit le 17 mars 2014 ou avant cette date, sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Produits livrables		Date
Phase de lancement (2 semaines)		
	Élaboration des bases de sondage	31 mars 2014
	Version électronique définitive de l'enquête dans le système d'ITAO	31 mars 2014
Phase pilote (2 semaines)		
	Transmission des données hebdomadaires brutes des 2 premières semaines de la collecte de données (~212 entrevues par semaine : 208 sur l'exposition pendant 7 jours et 4 sur l'exposition pendant 3 jours)	11 avril 2014 17 avril 2014
	Application des modifications nécessaires (p. ex. outil d'entrevue, méthode d'échantillonnage, formation des intervieweurs, système d'ITAO, fichiers de données)	Fin des modifications dans un délai d'une semaine après les avoir reçues de la part du chargé de projet
Phase 1 (26 semaines)		
	Réalisation de la collecte de données pendant 26 semaines (étude et sous-étude)	30 septembre 2014
	Transmission d'ensembles de données brutes et pondérées sur une base mensuelle	Chaque mois, dans les 3 jours ouvrables suivant le 15 de chaque mois
	Transmission d'un rapport d'étape mensuel sur les enquêtes achevées	Chaque mois, dans les 3 jours ouvrables suivant le 15 de chaque mois
	Application des modifications nécessaires (~10 nouvelles questions sur les connaissances et les pratiques en matière de salubrité des aliments)	Avant la 26 ^e semaine et dans les 2 semaines après les avoir reçues de la part de l'autorité contractante
Phase d'achèvement (4 semaines)		
	Ensemble de données brutes final après 26 semaines de collecte de données (ou 52 semaines si l'option 1 est exercée) et ensemble de données pondérées final	25 octobre 2014 ou 30 avril 2015
	Rapport d'étape final présentant en détail les enquêtes achevées	25 octobre 2014 ou 30 avril 2015
	Rapport final sur la méthode utilisée pour supprimer les données en toute sécurité	31 mars 2016
Option 1 : Phase 2 (26 semaines)		
	Collecte de données pendant les 26 dernières semaines (étude et sous-étude)	31 mars 2015
	Transmission d'ensembles de données brutes et pondérées sur une base mensuelle	Chaque mois, dans les 3 jours ouvrables suivant le 15 de chaque mois
	Transmission d'un rapport d'étape mensuel sur les enquêtes achevées	Chaque mois, dans les 3 jours ouvrables suivant le 15 de chaque mois
Options 2a et 2b : Traduction orale sur demande		
	Transmission des données recueillies pendant les entrevues réalisées au moyen d'une traduction orale sur demande tout au long de l'étude, dans les ensembles de données brutes et pondérées (voir ci-dessus)	Chaque mois, dans les 3 jours ouvrables suivant le 15 de chaque mois

	Intégration dans les rapports d'étape mensuels (voir ci-dessus), du nombre d'entrevues réalisées et de la langue dans laquelle les entrevues ont été réalisées si le participant a demandé une traduction orale	Chaque mois, dans les 3 jours ouvrables suivant le 15 de chaque mois
Option 3 : Examen du programme incitatif		
	Rapport final sur le programme incitatif signé par un tiers vérificateur	30 avril 2015
Option 4 : Registre de contrôle		
	Transmission de l'ensemble de données du registre de contrôle	17 avril 2014 25 octobre 2014 30 avril 2015

Tous les produits livrables seront transmis en anglais, en format électronique et par courriel au chargé de projet de l'équipe de recherche de l'ASPC.

En tout temps pendant la collecte des données, les membres de l'équipe de recherche de l'ASPC se réservent le droit de demander d'autres ensembles de données provisoires, que l'entrepreneur fournira de façon électronique.

4. EXIGENCES RELATIVES À LA REDDITION DE COMPTES

L'entrepreneur fournira un rapport d'étape (oral ou écrit) sur l'évolution des activités visées par le contrat, à la demande de l'équipe de recherche de l'ASPC. L'entrepreneur fournira les rapports, les ensembles de données et les produits livrables présentés dans la section 1.4.

5. Protection des renseignements personnels

1. Dans le cadre des travaux, l'entrepreneur recueillera des renseignements personnels auprès des gens.
2. L'entrepreneur reconnaît que le Canada est régi par la *Loi sur la protection des renseignements personnels* (L.R.C. (1985), ch. P-21) pour ce qui est de la protection des renseignements personnels tels qu'ils sont définis dans la *Loi*. L'entrepreneur doit maintenir la confidentialité des renseignements personnels qu'il aura recueillis, créés ou traités en application du contrat et ne doit en aucun cas utiliser, copier, divulguer, éliminer ou détruire ces renseignements personnels d'une autre manière que celle prévue dans cette clause et dans les dispositions du contrat.
3. L'entrepreneur reconnaît que ses obligations conformément au contrat s'ajoutent à toutes celles que lui impose la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques* (L.C. 2000, ch. 5), ou une loi similaire en vigueur dans une province ou un territoire du Canada. Si l'entrepreneur estime qu'une quelconque obligation prévue dans le contrat l'empêche de s'acquitter de ses obligations aux termes de l'une ou l'autre de ces lois, il doit immédiatement en informer l'autorité contractante.
4. L'entrepreneur doit recueillir uniquement les renseignements personnels nécessaires à la réalisation des travaux relatifs aux éléments suivants : a) les données de l'enquête; b) le programme incitatif; c) la banque de contrôle. L'entrepreneur doit remettre au Canada tous ces renseignements personnels, quelle que soit leur forme, y compris les documents de travail, les notes, les notes de service, les rapports, les données sur support lisible par une machine ou autrement ainsi que les documents créés ou obtenus dans le cadre du contrat, lorsque le contrat est achevé ou résilié, ou plus tôt, à la demande du Canada, à l'exception des numéros de téléphone et des adresses des personnes qui ont reçu un appel pour répondre à l'enquête, qui demeureront sous la garde de l'entrepreneur.

Après remise des renseignements personnels au Canada, l'entrepreneur n'aura aucun droit de conserver des renseignements sous quelque forme que ce soit et doit veiller à ce qu'aucune trace des renseignements personnels ne reste en sa possession.

5. Au moment de recueillir des renseignements personnels, l'entrepreneur doit transmettre les renseignements suivants à la personne en question :
 - a) les renseignements personnels sont recueillis au nom du Canada ou de l'entrepreneur;
 - b) les fins auxquelles les renseignements personnels seront utilisés;
 - c) la communication des renseignements personnels est volontaire;
 - d) les renseignements personnels seront versés dans une banque de renseignements personnels particulière qui sera déterminée, et l'entrepreneur fournira ces renseignements à la personne en question si l'autorité contractante les lui a transmis.
6. Le Canada fournira un avis de collecte de renseignements et une demande de consentement qu'il faudra utiliser pendant la conversation téléphonique avec les personnes. L'entrepreneur ne peut modifier ce formulaire ou le texte sans l'autorisation du Canada.
7. L'entrepreneur doit s'assurer que les enquêtes ne comportent aucun nom et il lui est interdit de lier d'autres bases de données comprenant des renseignements personnels aux enquêtes.
8. L'entrepreneur doit veiller à ce que toutes les bases de données contenant les renseignements personnels liés aux travaux se trouvent au Canada.


6. SECURITÉ

S'il vous plaît voir ci-joint pour LVERS clauses de sécurité applicables.

7. DOCUMENTS APPLICABLES

Soumissionnaires peuvent demander les documents suivants :

- Document 1. Protocole d'étude
- Document 2. Outil d'entrevue

 Government of Canada Gouvernement du Canada	RECEIVED OCT 28 2013	Contract Number / Numéro du contrat 1000154172 Security Classification / Classification de sécurité
SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL) LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)		
PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE		
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine Public Health Agency of Canada		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction Infectious Disease Prevention and Control Branch
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance N/A		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant N/A
4. Brief Description of Work / Brève description du travail The vendor will conduct approximately 11 000 telephone survey of Canadians using prescribed methodology and a standard questionnaire over a 12 month period from January 1 to December 31, 2014. The questionnaire asks Canadians about food exposures, drinking and recreational water exposures, animal-related exposures, consumer food safety knowledge and practices, acute gastrointestinal illness and demographic factors		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c.) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c.)		<input type="checkbox"/> No <input checked="" type="checkbox"/> Yes
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input checked="" type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		
Restricted to: / Limité à : <input type="checkbox"/> Specify country(ies): / Préciser le(s) pays :	Restricted to: / Limité à : <input type="checkbox"/> Specify country(ies): / Préciser le(s) pays :	Restricted to: / Limité à : <input type="checkbox"/> Specify country(ies): / Préciser le(s) pays :
7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input checked="" type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité





Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

1000154172

Security Classification / Classification de sécurité

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- | | | | |
|---|---|---|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> SECRET
SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET
TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET- SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET
NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMBLEMES | | | |

Special comments:

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, will unscreened personnel be escorted?

Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☐ No ☐ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☐ No ☒ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☐ No ☒ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité

Canada



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

1000154172

Security Classification / Classification de sécurité

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.
Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.
Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET	NATO RESTRICTED	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÉS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET
				CONFIDENTIEL		Trés SECRET	NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIEL		A	B	C	CONFIDENTIEL		Trés SECRET	
Information / Assets Renseignements / Biens	✓															
Production																
IT Media / Support TI	✓															
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité

Canada



Contract Number / Numéro du contrat 1000154172
Security Classification / Classification de sécurité

PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION			
13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme			
Name (print) - Nom (en lettres moulées) Andrea Currie	Title - Titre Senior Epidemiologist	Signature <i>Andrea Currie</i>	
Telephone No. - N° de téléphone 519-826-2389	Facsimile No. - N° de télécopieur 519-826-2984	E-mail address - Adresse courriel andrea.currie@phac-aspc.gc.ca	Date Oct 24/13
14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme			
Name (print) - Nom (en lettres moulées) Curtis Blair	Title - Titre Senior Training and Awareness Officer	Signature <i>C. Blair</i>	
Telephone No. - N° de téléphone 613-946-7752	Facsimile No. - N° de télécopieur 613-941-2398	E-mail address - Adresse courriel curtis.blair@hc-sc.gc.ca	Date 2013-10-28
15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached? Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?			<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement			
Name (print) - Nom (en lettres moulées) David Sullivan	Title - Titre Procurement and Contracting Specialist	Signature <i>David Sullivan</i>	
Telephone No. - N° de téléphone 613-952-3234	Facsimile No. - N° de télécopieur 613-948-7171	E-mail address - Adresse courriel David.S.Sullivan@phac-aspc.gc.ca	Date
17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité			
Name (print) - Nom (en lettres moulées) Helene Meloche Contract Security Officer, Contract Security Division	Title - Titre Contract Security Officer	Signature <i>Helene Meloche</i>	
Telephone No. - N° de téléphone 613-949-1719 / Fax 613-954-4171	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel Helene.meloche@hqs.ca	Date 4-11-2013

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité

Canada